

MPOX (page 2)

# Vigilance toujours de mise



Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024, date du 1<sup>er</sup> cas confirmé, les chiffres personnes affectées par le virus MPOX vont decrescendo. Le taux de guérison est de 96,1% avec la situation au 2 mars 2025 de 136 actifs confirmés.

## MEDIA



Médias

Le CNC pour un travail bien fait  
(page 3)

## COOPERATION



Coopération

La Chine table sur une croissance économique de 5%  
(page 4)

## GOVERNANCE



ANAGESSA

ANAGESSA : Assurer les bonnes conditions de stockage, une urgence  
(page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

## Editorial Tous concernés



Mélance Maniragaba,  
Rédacteur en chef adjoint

accueillis avec une indifférence généralisée.

Ces voix des techniciens s'élèvent contre le virus du singe (MPOX) déjà en place et l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Marburg déclaré récemment dans le pays voisin la Tanzanie et une autre épidémie de la maladie à virus Ebola souche Soudan déclarée également récemment en Ouganda. Les deux derniers virus constituent une menace pour le pays et sont hautement virulents, avec un taux de mortalité pouvant atteindre 90%. Toutefois, ce ne sont pas ces virus seulement qui constituent un danger, le choléra touche des familles entières depuis 2023 en mairie de Bujumbura.

Les cris d'alarme lancés par le Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique (COUSP) ne sont pas perçus par une oreille attentive et sont

Le premier cas de MPOX a été déclaré en juillet 2024. Les statistiques du COUSP montrent que le taux de guérison au 2 mars 2025 est de 96,1%. Ce qui n'écarte pas le danger. Les virus ont la capacité de muter, mais ils sont faciles à détruire.

Malheureusement, la situation aggravante caractérisée par la pratique d'une sexualité abusive et la pénurie d'eau (se laver correctement à l'eau propre et au savon) est entretenue par la conscience ou l'inconscience de tout un chacun. Pourtant, il y a moyen d'en finir avec le MPOX.

Au temps de la COVID-19, tout le monde a montré sa volonté de l'extirper. Dans les places publiques, devant les magasins, les boutiques, à l'entrée des

marchés et des églises, à défaut de l'eau pour se laver, au moins un détergent était disponible pour se désinfecter. Des organisations internationales étaient intervenues en finançant la production des savons à utiliser dans ce combat. La Regideso faisait également de son mieux pour minimiser les délestages de l'eau.

Les contacts étroits avec les patients sont aussi à la base des infections. Pour le moment, s'embrasser n'est plus tabou. Les interventions visant à combattre ces virus sont nombreuses, mais ici nous revenons sur celles où n'importe qui peut prendre les dispositions nécessaires.

Peut-être pour les pratiques sexuelles abusives, il n'est pas

facile de les gérer surtout qu'elles ne sont pas officiellement tolérées. Mais les maisons qui en abritent peuvent être surveillées de près.

Il est donc grand temps qu'on réagisse pour mettre hors d'état de nuire ces virus. Au moins rendre disponibles l'eau propre et du savon pour se laver les mains là où c'est nécessaire. On ne peut pas continuer l'immobilisme et cela nous concerne tous.

Bien que nous nous soyons éterniser sur les virus, nous ne pouvons pas oublier que le mois de mars a été dédiée à la femme. Le journal Burundi Eco souhaite à toutes les femmes, non seulement un mois d'épanouissement, mais aussi une vie épanouie et paisible.

### SANTE

## MPOX : toujours un danger

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024, date du 1<sup>er</sup> cas confirmé, les chiffres personnes affectées par le virus MPOX vont decrescendo. Le taux de guérison est de 96,1% avec la situation au 2 mars 2025 de 136 actifs confirmés. Cette situation épidémiologique est annoncée par le Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique (COUSP) ce mardi 4 mars 2025 lors d'un atelier de mobilisation des professionnels des médias dans le cadre du renforcement de la communication sur l'épidémie de MPOX organisé par le ministère en charge de la santé. Ledit centre fait remarquer que le pays se prépare à la riposte contre la maladie à virus Ebola/Marburg et appelle à la vigilance



Le MPOX se concentre (main hot spot) pour le foyer 1 sur l'axe Bujumbura-Isale à 65,2% dans les communes de Ntakangwa, Muha, Mukaza, Mutimbuzi, Isale et Mubimbi.

que lorsque des cas d'épidémies diminuent, les gens relâchent. Pourtant, les virus mutent ». C'est regrettable pour elle qu'il n'est pas facile d'éviter de se saluer en se serrant les mains ou en s'embrassant, se laver fréquemment les mains avec de l'eau propre et du savon, éviter les contacts étroits non protégés avec des personnes infectées, éviter tout contact avec les animaux sauvages en particulier ceux malades ou mort pour se prévenir de MPOX.

### Préventif et guérissable

Dr Parfait Shingiro affirme que les virus sont classés selon les familles et qu'ils sont préventifs et guérissables. D'après lui, dans une communauté, lorsqu'on voit une personne manifestant des signes de la maladie, on alerte. Depuis la déclaration des cas de Mpx en date du 25 juillet 2024 par la ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, informe Dr Shingiro jusqu'au 2 mars 2025, les cas alertés sont 8931.

« Après des alertes, une équipe médicale fait l'expertise. Les cas

alertés deviennent des suspects. Actuellement nous avons eu 7573 cas suspects. Sur 7 204 tests réalisés, soit un taux de positivité de 49,8%. 3 588 cas ont été confirmés positives et 3 451 sont guéris, soit un taux de guérison de 96,1% tandis qu'une personne a été morte, soit un taux de létalité de 0,05% », fait-il remarquer.

Dr Shingiro indique sur 49 districts sanitaires éparpillés dans tout le pays, 46 ont été touchés, soit 89,9%. Cependant, confirme, sur les 3 dernières semaines depuis le 2 mars 2025, une quinzaine de districts sanitaires était active sur 46.

Il précise que l'épidémie se concentre (main hot spot) pour le foyer 1 sur l'axe Bujumbura-Isale à 65,2% dans les communes de Ntakangwa, Muha, Mukaza, Mutimbuzi, Isale et Mubimbi.

Le foyer 2 est l'axe Gitega à 13,5%. Et de continuer : « Les personnes les plus menacés sont les hommes à 52% et les femmes à 48%. Ce qui est des tranches d'âge, les personnes ayant un âge compris entre 20 et 30 sont touchées à 30,8%, les moins de 5 ans à 20% et celles ayant un âge

compris entre 31 à 40 ans à 15,4% » avant de signaler qu'un plan de riposte a été mis en place sous financement du gouvernement à hauteur de 2 milliards 667 millions 966 mille 800 FBu.

### En plus MPOX, l'Ebola et le Marburg

Dr Shingiro annonce qu'en date du 20 janvier 2025, la République Unie de la Tanzanie a déclaré au Nord-Est une épidémie de la fièvre

hémorragique à virus Marburg dont l'épicentre se trouve dans le district de la Kagera frontalier avec le Burundi.

En plus, martèle-t-il, en date du 30 janvier 2025, une autre épidémie de la maladie à virus Ebola souche Soudan a été déclarée en Ouganda dont l'épicentre se trouve à Kampala.

« Les virus de Marburg et Ebola sont hautement virulents, avec un taux de mortalité pouvant atteindre 90%. La transmission se fait de l'animal à l'homme (zoonose), puis d'homme à homme (interhumaine) par contact direct et indirect », informe Dr Shingiro avant de signaler que les évaluations indiquent un risque élevé de propagation de la maladie aux pays voisins en raison des mouvements transfrontaliers entre le Rwanda et ses voisins.

Il notifie que les conséquences de la survenue de Marburg seraient majeures, car le pays connaît déjà la gestion simultanée d'autres épidémies telle que le choléra, la poliomyélite et actuellement mpx avec un impact négatif sur la vie socio-économique de la population.

Selon toujours Dr Shingiro, les mouvements de la population et les échanges commerciaux entre le Burundi et les pays en épidémie (Tanzanie et Ouganda) par voie terrestre, maritime et aérienne peuvent être une cause que le pays peut être atteint par le Marburg et l'Ebola.

Mélance Maniragaba

Les situations aggravantes du Mpx sont la pratique sexuelle abusive et la pénurie d'eau. Par exemple, les résultats d'une étude menée fin novembre 2024 montre que sur 850 patients concernés, 56% de cas ont attrapé le virus via la voie sexuelle », explique Dr Liliane Nkengurutse, directrice du COUSP avant de préciser que là où se concentre l'épidémie (main hot spots), soit 60% de cas confirmés dans le pays sont en mairie de Bujumbura dans les communes de Ntakangwa, Muha et Mukaza ainsi que dans la commune de Mutimbuzi de la province de Bujumbura.

Et de déplorer : « Avec l'expérience du passé, nous avons constaté

**BurundiEco**  
Media - Part - Station

Rohero I, Avenue de la Révolution, n°8  
Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi

Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint: Mélance Maniragaba

Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 28 Février 2025		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2901	2947
Euro	3013	3062
Shi. Kenyan	22,4455	22,8076
Shi. Tanzanien	1,1073	1,1251
Shi. Ougandais	0,7881	0,8008
Fr Rwandais	2,0730	2,1064

Sources : BRB/www.brb.bi

# Le CNC pour un travail bien fait

Le Conseil National de la Communication (CNC) assure qu'il va revoir la qualité de la carte de presse et étudier les dossiers dans les plus brefs délais afin de produire les nouvelles cartes. Il appelle au professionnalisme et au traitement des informations vérifiées, tout en promettant d'effectuer des visites aux médias pour évaluer les conditions de travail des journalistes

« Le Conseil National de la Communication ne vous empêche pas de traiter des informations, que ce soit dans le pays ou à l'étranger, par exemple à l'Est de la RDC. Mais il vous rappelle de les traiter de manière professionnelle. Si c'est à l'étranger, demandez l'accréditation de ce pays », déclare Amb. Espérance Ndayizeye, présidente du CNC, avant d'inviter à ne pas recourir aux scoops.

Elle souligne que les rédacteurs en chef doivent préparer des questionnaires bien documentés pour les journalistes-reporters envoyés sur le terrain, afin de montrer à leurs sources que le sujet est maîtrisé. Et de rajouter : « Les animateurs des émissions doivent également maîtriser le sujet. Cela sans oublier qu'ils sont invités à animer des émissions dynamiques, à instaurer la confiance avec leurs sources d'information et à faire preuve de professionnalisme... ».



Amb. Espérance Ndayizeye, présidente du CNC : « Le CNC ne vous empêche pas de traiter des informations. Mais il vous rappelle de les traiter de manière professionnelle ».

Amb. Ndayizeye insiste également sur l'importance pour chaque journaliste de porter sa carte de presse en tout temps.

## Des cartes de presse qui suscitent des interrogations

Les journalistes déplorent qu'il se

soit écoulé environ deux ans depuis leur demande de cartes de presse auprès du CNC, sans réponse. La qualité de ces cartes est également préoccupante.

La présidente du CNC tient à rassurer les journalistes. Elle précise que le CNC va bientôt changer de fournisseur pour ces

cartes de presse. De plus, elle informe que les demandes en attente seront analysées dans les plus brefs délais afin de délivrer ces cartes professionnelles.

Elle poursuit : « Le CNC ne va pas à l'encontre de la législation. Sachez que pour obtenir une carte de presse, il y a des conditions à

remplir. Conformément à l'article 7 de la loi sur la presse, le CNC délivre une carte professionnelle de presse à toute personne titulaire d'un diplôme de niveau baccalauréat au moins, délivré par une école ou un institut de formation en journalisme légalement reconnu, justifiant d'une expérience d'au moins six mois dans le secteur des médias, et dont l'activité principale consiste à collecter, traiter et transmettre les nouvelles, les informations et les opinions du public.

La carte professionnelle de presse peut également être attribuée à toute personne détentrice d'un diplôme de niveau baccalauréat au moins, couplé d'un stage de formation certifié dans un organe de presse, ou à toute personne ayant exercé de manière permanente pendant au moins deux années consécutives dans une agence ou un organe de presse écrite, audiovisuelle, électronique, ou tout autre métier assimilé ».

Quant à la carte passager (pour les stagiaires et les bénévoles), Amb. Ndayizeye indique qu'elle n'a pas encore été délivrée, mais que cela est prévu, en fonction de la durée du stage ou de l'engagement bénévole au sein du média.

La présidente du CNC conseille aux patrons de médias de veiller à ce que les journalistes travaillent dans de bonnes conditions, afin de garantir l'intégrité de l'information.

Mélance Maniragaba

## GOUVERNANCE

# Les maïs collectés par ANAGESSA inquiètent les députés

Fin février 2025, les ministres respectivement en charge de l'agriculture et du commerce ont été invités par l'Assemblée nationale pour répondre aux dysfonctionnements persistants dans la gestion des stocks de maïs collectés par l'Agence nationale de gestion du stock stratégique alimentaire (ANAGESSA). Alors que les questions de collecte, de conservation et de commercialisation du maïs demeurent floues depuis plusieurs années, le député Thacien Gahungu a exprimé des doutes sur l'efficacité des responsables et a souligné l'urgence de réformer la gestion des biens publics

« Les ministres qui sont devant nous sont intelligents, tout comme ceux qui les ont précédés. Alors pourquoi rien ne change dans leurs ministères ? » Cette question a été soulevée par le député Thacien Gahungu, alors que les ministres Prosper Dodiko en charge de l'agriculture et Marie Chantal Nijimbere en charge du commerce répondaient aux questions des parlementaires le 27 février 2025, dans l'hémicycle de Kigobe. Cette séance faisait partie de la présentation du rapport de la commission permanente en charge de l'agriculture, suite à une descente effectuée dans plusieurs provinces. L'objectif était de faire le point sur les stocks de maïs et de riz collectés en 2024, leur commercialisation par ANAGESSA ainsi que la préparation de la collecte du maïs produit pendant la saison culturale 2024 et 2025A.



4 185,83 milliards de FBu est le montant de la dette intérieure à l'exercice 2023.

Le député Gahungu a rappelé qu'en dépit du temps qui passe, les questions posées aux ministres demeurent les mêmes. « Cela fait presque cinq ans, et malheureusement, les problèmes auxquels nous faisons face restent inchangés », a-t-il déclaré. Il a poursuivi : « Le ministère en charge de l'agriculture et de l'élevage, depuis notre arrivée ici, a connu trois ministres. Pourtant, rien ne semble changer. Les mêmes problèmes persistent et ils continuent d'affecter le pays. »

Le parlementaire continue de s'interroger : « Je suis convaincu que les ministres présents sont

intelligents, tout comme ceux qu'ils ont remplacés. Alors pourquoi les problèmes qu'ils sont censés résoudre persistent-ils ? Pourquoi devons-nous toujours leur poser les mêmes questions ? » Il ajoute qu'il est possible que les ministres et leurs équipes ne sachent pas vraiment quand les maïs ont été cultivés, quand ils seront récoltés et vendus. « Même un élève en 6e année serait capable de répondre à ces questions », ironise M. Gahungu.

## Quelle analyse du député Gahungu ?

Le député estime que lorsqu'une

situation ne change pas malgré les efforts des responsables, cela peut être dû à quatre raisons principales. Premièrement, cela pourrait signifier que ce qui leur est demandé de faire est tout simplement irréalisable. En second lieu, il pense que les collaborateurs des ministres agissent de manière inefficace, voire délibérément incorrecte, perturbant ainsi la situation. Troisièmement, il pourrait exister des obstacles internes dans les ministères qui empêchent le changement. Et enfin, le député pense que certains ministres ne disent pas la vérité devant les députés, fournissant des réponses superficielles et incomplètes. « Si quelqu'un se

plaint de maux de tête, le médecin lui prescrit un traitement pour cela. Mais si le problème vient de l'orteil, le médicament contre les céphalées ne le guérira pas », explique M. Gahungu.

Il poursuit : « Parmi ces obstacles, quels sont ceux qui sont réellement problématiques ? Est-ce un, deux ou trois ? Il est crucial de savoir où concentrer nos efforts pour résoudre les problèmes. D'autre part, ce phénomène fait que les responsables réalisent bien que nous sommes en train de perdre et qu'ils laissent cela continuer ainsi. Parce que, par exemple, pour le cas des maïs, quoi que nous fassions, nous devons enregistrer des pertes. Mais qui en assumera la responsabilité ? »

## Les responsabilités futures des ministres

« Honorables ministres, nous vous poserons des questions à ce sujet. Ces milliards de FBu que nous allons perdre, viendra un moment où vous devrez en répondre. Nous finirons par vous demander des comptes », avertit M. Gahungu. Il termine par dénoncer également le fait que les biens de l'Etat se détériorent au vu et au su de tous, sans que les responsables ne prennent des mesures pour améliorer la situation. « C'est inacceptable. Il est crucial que la gestion des biens publics change. Lorsqu'une institution échoue sous la responsabilité d'un dirigeant, il doit en répondre. Il doit rendre des comptes et c'est ainsi que l'on éveillera la conscience des autres fonctionnaires », conclut-il.

Gilbert Nkurunziza

# La Chine table sur une croissance économique de 5%

La deuxième économie mondiale fait preuve de résilience face aux chocs extérieurs. Pour la deuxième année consécutive, les projections macro-économiques montrent une croissance économique de 5%. Une croissance économique tirée essentiellement par l'industrie manufacturière, la révolution numérique et l'industrie automobile qui affichent de meilleures performances

L'économie chinoise reste stable et dynamique malgré les défis liés à la conjoncture économique mondiale. La République Populaire de Chine confirme de plus en plus sa position de puissance technologique mondiale. « La modernisation chinoise avance à pas fermes et la Chine poursuit sa grande marche de la nouvelle ère », a déclaré Li Qiang, Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat au palais des congrès du peuple.

Dans un rapport présenté ce mercredi 5 mars 2025 à la troisième session de la 14e Assemblée populaire nationale, M. Li Qiang affirme que l'économie nationale affiche des signaux positifs. « En 2024, la taille de notre économie s'est accrue à un rythme régulier. Le PIB a atteint 134 900 milliards de yuans, soit une croissance de 5 %. Ce qui place notre pays au premier rang parmi les principales économies du monde. Actuellement, notre contribution à la croissance mondiale oscille autour de 30% ».

Durant cette période, le taux de chômage a été maintenu dans la fourchette de 5,1% avec plus de 12 millions nouveaux emplois créés. Au niveau de la balance des paiements, le volume du commerce extérieur a battu un record historique avec l'élargissement des parts du marché à l'international et les réserves de devises qui frôlent les 3 200 milliards de dollars américains. La Chine s'impose également sur le marché de l'automobile avec son impressionnante machine de production des véhicules modernes. « L'année dernière, le nombre de nouveaux véhicules à énergies nouvelles a dépassé 13 millions d'unités », précise le rapport. La fabrication des véhicules électriques entame une nouvelle phase avec l'introduction des véhicules intelligents ou volants sur le marché grâce à l'intelligence artificielle et les robots humanoïdes.

## Une politique budgétaire oriente vers la relance

Au cours de l'année écoulée, la Chine a continué de jouer le rôle de principal moteur de la croissance économique mondiale. Elle a accéléré la construction d'un nouveau système économique ouvert de plus haut niveau et continue de maintenir sa position de premier pays exportateur et le deuxième marché d'importation du monde, s'est plutôt félicité Hu Henglu, le secrétaire général adjoint du comité national de la conférence consultative politique du peuple Chinois (CPPCC) dans une conférence de presse de ce lundi 3 mars 2025.

Les indicateurs macroéconomiques du pays pour cette année affichent des signaux positifs. La croissance réelle du PIB sera de 5 % du PIB. Le gouvernement compte créer plus de 12 millions d'emplois dans les agglomérations urbaines pour maintenir le taux de chômage



Li Qiang, Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat salue les avancées enregistrées dans le secteur manufacturier.

autour de 5,5 %. Les projections prédisent une hausse d'environ 2 % des prix à la consommation des ménages et une meilleure production céréalière d'environ 700 millions de tonnes.

Les dépenses du budget général s'établissent à 29 700 milliards de yuans, soit une augmentation de 1 200 milliards de yuans par rapport à l'année précédente, apprend-on du rapport.

## La vigilance reste de mise

Sur le plan international, alors que

s'accélère la mutation du siècle et que la conjoncture extérieure prend une tournure de plus en plus alarmante et compliquée, les menaces pour notre commerce extérieur et notre secteur des sciences et technologies deviennent chaque jour plus réelles, révèle M. Li Qiang. L'économie mondiale bat de l'aile. Comme principales causes, il cite notamment l'unilatéralisme et le protectionnisme qui gagnent du terrain. Ce qui déstabilise les chaînes industrielles et d'approvisionnement et influe sur les circuits économiques mondiaux. La multiplication des tensions géopolitiques affecte

les anticipations du marché et la confiance des investisseurs mondiaux, accentuant les risques de volatilité sur les marchés.

M. Li Qiang se veut rassurant, la gravité de ces problèmes n'entame en rien l'optimisme avec lequel nous envisageons l'avenir de notre développement économique et social. La Chine compte sur ses atouts dont un système politique solide, un immense marché de plus de 1,4 milliards de consommateurs, des industries manufacturées modernes, une réserve de capital humain inépuisable. La Chine mise également sur ses industries



La première « voiture volante » au monde dévoilée le 1er janvier 2025, à Nanjing, capitale de la province du Jiangsu (Est de la Chine).

émergentes et les industries du futur. « Nous favoriserons l'essor de la bio-fabrication, des technologies quantiques, de l'intelligence artificielle incarnée et de la 6G ». En ce sens, les zones nationales de haute technologie devront connaître un développement accéléré. Les entreprises innovantes et les PME spécialisées, seront soutenues.

## Une montée fulgurante de l'industrie manufacturière

L'économie industrielle du pays s'est maintenue. L'industrie manufacturière a connu une montée en gamme et une modernisation technologique. D'ailleurs, les investissements dans ce secteur enregistrent une progression de 9,2% en 2024.

Le Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat salue les avancées enregistrées dans le secteur manufacturier. « De nouveaux groupes manufacturiers avancés ont été formés au niveau national, et on a assisté à un grand essor des industries émergentes comme l'aérospatiale commerciale, l'application du système chinois Beidou »...

Pour M. Hu Henglu, la mondialisation économique est le résultat inévitable du progrès scientifique et technique. Elle est aussi la seule voie de progrès de la société humaine et une tendance irréversible de notre époque. La Chine se tient fermement du bon côté de l'histoire, et sa porte vers l'ouverture ne fera que s'ouvrir de plus en plus largement. Grâce au développement rapide du projet « Chine numérique », la part de la valeur ajoutée issue des secteurs clés de l'économie numérique dans le PIB a atteint environ 10 % en 2024.

## Des initiatives pour booster le marché intérieur

Dans son programme pour l'année en cours, le gouvernement va orienter son budget vers les secteurs de soutien au développement économique et social. Il est prévu des actions pour stimuler la consommation, augmenter la rentabilité de l'investissement, élargir tous azimuts la demande intérieure. Pour faire face à la demande interne et booster la consommation intérieure, le gouvernement souhaite améliorer le pouvoir d'achat de la population. Le document précise que « les habitants à faibles et moyens revenus bénéficieront des augmentations de salaire et une réduction des charges. Une enveloppe de 300 milliards de yuans en provenance des emprunts d'Etat spéciaux à très long terme est prévue pour encourager la vente avec reprise de produits de consommation ».

Parallèlement, les investissements publics vont se concentrer sur les stratégies de développement national et les besoins réels de la population. Le gouvernement va opérer un choix raisonné pour une gestion optimale des fonds. Les investissements inutiles ou peu rentables seront proscrits. Cette année, l'investissement public disposera d'une enveloppe de 735 milliards de yuans au budget central. De quoi accélérer la mise en place d'un système industriel moderne.

Benjamin Kuriyo

# Traumatismes non traités : Une bombe à retardement

La santé mentale est une condition sine qua non et une base essentielle pour toutes les grandes politiques nationales. Les acteurs politiques et autres parties prenantes dans la guérison des traumatismes suggèrent que la gestion des traumatismes soit intégrée dans les programmes des partis politiques et qu'un cadre national pour le traitement des traumatismes soit mis en place.

« Il existe un lien fort entre la santé mentale, le bien-être psychosocial et la consolidation de la paix et du développement, surtout dans les contextes post-conflits comme celui du Burundi. En effet, les populations en bonne santé mentale et en bien-être psychosocial tissent de bonnes relations entre elles et participent aux projets de développement dans un environnement de confiance », a déclaré Mme Consolète Nakimana, Directrice Générale du Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits (CENAP).

C'était lors du Forum national organisé par le CENAP le 6 février 2025, réunissant des acteurs politiques et autres parties prenantes pour les sensibiliser sur l'importance de la guérison des traumatismes dans le processus de réconciliation et de développement.

## Pierre angulaire du développement

Dans son exposé, Abbé Dieudonné



Christine Butoyi : « Je ne pouvais pas travailler pour le développement d'un ménage pour lequel je n'avais pas la certitude d'y rester ».

Nibizi a souligné que les traumatismes non guéris ont un impact significatif sur le développement socio-économique du pays. « Une personne traumatisée ne peut en aucun cas planifier un projet à long terme, elle vit au jour le jour », a-t-il expliqué. Il a illustré son propos avec l'exemple d'un bénéficiaire des accompagnements de CENAP, qui a témoigné

qu'à cause de son instabilité émotionnelle, il ne pouvait pas habiter loin d'une frontière avec d'autres pays, afin de faciliter un éventuel déplacement en cas de tension au Burundi. « Une personne qui s'apprête toujours à fuir n'aura jamais le temps de penser aux projets de développement, à cause de l'instabilité et de l'incertitude qui régissent dans son cœur », a ajouté

Abbé Nibizi. Il a également évoqué la transmission intergénérationnelle des traumatismes, qui limite l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques.

Christine Butoyi, résidente de Nyanza-Lac et mère de huit enfants, a partagé son expérience. Elle a subi des traumatismes conjugaux pendant plus de 30 ans, ce qui a

profondément affecté sa vie. « Je ne pouvais pas travailler pour le développement d'un ménage pour lequel je n'avais pas la certitude d'y rester. Ce n'est qu'après avoir suivi des séances de CENAP que j'ai eu le courage d'intégrer un groupement d'épargne et de crédit pour la première fois de ma vie », se réjouit-elle. Aujourd'hui, Butoyi reprend plusieurs projets, notamment la vente d'huile de palme et de farine de manioc.

Cette guérison a eu un impact positif sur la vie de ses enfants et a transformé la dynamique familiale. Auparavant, elle empêchait souvent ses enfants d'aller à l'école. « Ce sont les blessures que j'avais que je transférais à mes enfants. Maintenant, mon plaisir est de voir mes enfants exceller à l'école », témoigne-t-elle.

## Les défis restent nombreux

Abbé Nibizi a également mis en lumière les nombreux défis liés à la gestion des traumatismes au Burundi. Il a mentionné, entre autres, les approches inadéquates ou mal adaptées, ainsi que le retard dans la prise en charge des traumatismes. Pour l'Honorable Olivier Nkurunziza, la plupart des enseignements dispensés au sein des partis politiques sont souvent axés sur le non-oubli du passé. Il suggère d'intégrer dans les programmes des partis politiques des enseignements visant à guérir les blessures du passé, tout en faisant un programme national.

Florence Inyabuntu

## GOVERNANCE

# ANAGESSA : Assurer les bonnes conditions de stockage, une urgence

Parmi les principaux défis auxquels fait face l'Agence Nationale de Gestion du Stock Stratégique Alimentaire (ANAGESSA) figure le problème des conditions de conservation des récoltes. Pour pallier ces défis, le gouvernement du Burundi prévoit la construction de hangars modernes et la réhabilitation des silos à Gitega et à Ngagara. Mais à quand la mise en œuvre de ces projets ? Le plus tôt sera le mieux.

L'un des objectifs de l'ANAGESSA est de garantir une gestion efficace des récoltes afin d'éviter les pertes et d'assurer une disponibilité continue des denrées alimentaires. Une telle continuité nécessite des soins dès la culture, au moment de la collecte, et surtout, de bonnes conditions de conservation. Cependant, lors des éditions précédentes de l'ANAGESSA, des lacunes ont été observées, en particulier le manque d'entrepôts adaptés, obligeant à déplacer les récoltes vers d'autres lieux comme des salles de classe, qui ne respectent aucune norme de conservation.

En 2022, une grande partie des récoltes gérées par l'ANAGESSA a été perdue à cause de mauvaises conditions de conservation. En 2023, une situation similaire a failli se produire. En 2024, selon les députés ayant visité les hangars de stockage dans différentes provinces, les récoltes collectées risquent de subir le même sort.



Pour assurer une bonne conservation des récoltes, le gouvernement prévoit de construire de grands entrepôts et de réhabiliter les silos à Gitega et à Ngagara.

## Pourquoi ces problèmes récurrents ?

"Les entrepôts conformes aux normes sont peu nombreux", a déclaré Prosper Dodiko, ministre en charge de l'agriculture, lors d'une séance plénière de l'Assemblée nationale le 27 février 2025. Selon lui, pour garantir une bonne conservation

des récoltes, le gouvernement prévoit de construire de grands entrepôts et de réhabiliter les silos érigés à Gitega et à Ngagara. Selon lui, le Japon a accepté de financer la construction de deux hangars répondant aux normes. Concernant les travaux de réhabilitation des silos existants, leur coût élevé a conduit le gouvernement à chercher des partenaires. Ces travaux sont

prévus dans le cadre du programme PRODER, financé par le FIDA.

Le ministre Dodiko explique que la réhabilitation des silos suit des procédures strictes, ce qui ralentit leur mise en œuvre. Un rapport a toutefois été fourni par l'entreprise retenue pour ces travaux. Parmi les actions à mener, il sera nécessaire de remplacer les pièces métalliques

endommagées ou volées. Selon le ministre Dodiko, à cet effet, le FIDA collabore avec des experts français pour s'assurer que les pièces nécessaires sont encore disponibles sur le marché avant le lancement du dossier d'appel d'offres.

## Un manque de planification ?

Depuis sa création par un décret présidentiel en mai 2018, l'ANAGESSA suscite des avis mitigés. Certains saluent son importance, mais soulignent des lacunes en termes de planification. Les députés, préoccupés, ont critiqué son fonctionnement. Selon l'honorable Daniel Gélase Ndirarabiraba, président de l'Assemblée nationale, un conflit d'intérêts semble évident dans les opérations de l'ANAGESSA. Pour lui, l'agence ne devrait pas être responsable à la fois du stockage des récoltes et de leur vente. « Comment peut-on garantir que les quantités déclarées correspondent réellement aux stocks existants ? », s'interroge-t-il.

D'autres députés remettent en question le système de planification et d'évaluation des activités de l'ANAGESSA. Selon eux, tout devrait s'appuyer sur des statistiques fiables. Ils trouvent étrange qu'on découvre que les récoltes ont dépassé les attentes uniquement lors de la collecte. Ils recommandent une révision du système de planification et d'évaluation de l'ANAGESSA, car il s'agit de l'argent du contribuable burundais qui est en jeu.

Florence Inyabuntu

# CARE Burundi clôture le programme GEWEP III

La phase III du programme Gender Equality and Women Empowerment Program (GEWEP) a été officiellement clôturée jeudi le 27 février 2025. Ce programme, qui s'est déroulé sur cinq ans (de mars 2020 à février 2025) a eu un impact profond et transformateur sur la vie de nombreuses femmes dans plusieurs provinces du Burundi. Ce programme a non seulement transformé la vie des femmes, mais il a aussi contribué au développement durable des communautés et au renforcement de l'égalité des genres.



Nicedore Nkurunziza, coordinatrice du programme GEWEP III, estime que l'objectif principal dudit programme était l'autonomisation économique de la femme et il a été atteint.

La journée du 27 février 2025 a été marquée à Bujumbura par la clôture de la phase III du programme Gender Equality and Women Empowerment Program (GEWEP), qui a duré cinq ans, depuis mars 2020. Dans le cadre de ce programme, CARE Burundi et ses partenaires ont œuvré dans 64 communes réparties dans huit provinces du Burundi : à savoir : Rumonge, Bujumbura, Bubanza, Kayanza, Gitega, Ngozi, Kirundo et Muyinga. De nombreux partenaires ont joué un rôle crucial dans le succès de ce programme. Les résultats sont remarquablement positifs : les communautés ont transformé leurs vies, passant d'une situation de grande précarité à un niveau de vie nettement amélioré.

Grâce à ce programme, 124 « belles collines » ont vu le jour et ces communautés continuent à progresser. Les femmes participant aux groupes d'épargne et de crédit Nawe Nuze (VSLA) sont désormais économiquement, socialement et politiquement autonomes. Elles ont acquis des biens fonciers et certaines d'entre elles ont même pu les enregistrer en leur nom. Par ailleurs, ces femmes occupent des fonctions de leadership dans leurs communautés, nombreuses étant élues à la tête des collines ou faisant partie des conseils collinaires. Elles jouent ainsi un rôle crucial dans la gestion communautaire, la résolution des conflits et la promotion de l'éducation, notamment en envoyant leurs enfants à l'école. Elles soutiennent également les orphelins et d'autres personnes vulnérables, contribuant ainsi à améliorer les conditions de vie dans leurs foyers.

Bref, ces femmes sont devenues de véritables vecteurs de changement dans leurs communautés, incarnant une transformation à tous les niveaux. Le terme « Kirumara », signifiant « importante », reflète bien leur rôle essentiel, car elles nourrissent le pays et sont le pilier de leurs familles et de leurs communautés.

## Témoignages inspirants

Les bénéficiaires du programme GEWEP III ne manquent pas de partager des témoignages inspirants sur les changements qu'elles ont vécus. Beaucoup d'entre elles expriment leur gratitude envers CARE Burundi qui les a soutenues dans leur développement personnel et communautaire.

Marie-Thérèse Girukwishaka, originaire de la colline Rweza en commune et province de Gitega raconte comment, avec d'autres femmes elle a fondé une coopérative agricole. Grâce à l'épargne collective, la coopérative a pu acheter une motopompe d'une valeur de 1 100 000 FBu qui permet

ainsi d'irriguer les champs pendant la saison sèche. Elle attribue ce succès au soutien de CARE, qui leur a offert de nombreuses formations entrepreneuriales dans le cadre du programme GEWEP III.

Chantal Ngabireyimana, de la colline Butobwe en commune Mwakiro, province de Muyinga, témoigne également des bénéfices tirés du programme GEWEP III. « GEWEP III nous a ouvert les yeux. Nous nous sommes regroupées et avons commencé à épargner. Nous avons lancé des activités génératrices de revenus et, nos maris, initialement réticents à cette idée, ont progressivement compris l'importance de la contribution de la femme dans le ménage », indique Mme Ngabireyimana. Aujourd'hui, les femmes susmentionnées ont constitué une coopérative agricole de 255 membres. Chaque membre a contribué à hauteur de 21 000 FBu pour louer une propriété foncière de 4 hectares. Pour la première saison, ce terrain a produit 13 tonnes de maïs écoulés chez ANAGESSA pour un montant de 21 millions de FBu.

La liste des témoignages est longue et tous louent les bienfaits du programme GEWEP III dans leurs communautés.

## Le bilan du programme est prometteur

Nicedore Nkurunziza, coordinatrice

du programme GEWEP III, se réjouit des résultats obtenus. Selon elle, l'objectif principal du programme était l'autonomisation économique de la femme et il a été atteint. « Les femmes ont amélioré leur capacité à prendre des décisions concernant les biens du ménage, ont augmenté leurs revenus, créé des emplois et développé des activités génératrices de revenus », indique Mme Nkurunziza.

Le programme visait également à lutter contre les normes sociales nuisibles au développement de la femme. Aujourd'hui, les hommes ont changé leur attitude envers l'autonomisation économique de la femme et sa participation au développement. En outre, GEWEP III a renforcé la société civile en matière de leadership et de performance des organisations locales.

Le programme a également renforcé l'accès des femmes aux ressources financières via les groupes d'épargne et les activités génératrices de revenus. Il a contribué à la digitalisation en apprenant aux femmes l'utilisation de la monnaie électronique dans leurs transactions. Par ailleurs, le programme a sensibilisé les femmes à la protection de l'environnement et les a incitées à prendre des initiatives écologiques dans leurs communautés.

Mme Nkurunziza souligne que les résultats du programme s'alignent sur la vision du Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. Toutefois, Mme Nkurunziza reconnaît que le programme a dû faire face à de nombreux défis, notamment la perturbation de la mise en application des lois régissant les groupements d'épargne et de crédit, l'inflation, la pénurie de carburant, etc. qui ont limité la résilience des ménages ciblés.

## Les autorités locales satisfaites

L'administration exprime également sa satisfaction quant aux résultats du programme GEWEP III. Le gouverneur de la province Muyinga Jean Claude Barutwanayo s'est exprimé au nom des gouverneurs des provinces où le programme GEWEP III a été réalisé. Il a remercié CARE Burundi pour la mise en œuvre de ce programme qui touche une catégorie sociale essentielle : les femmes. M. Barutwanayo souligne : « Dans le passé, les femmes étaient financièrement dépendantes de leurs maris, mais le programme GEWEP III a considérablement réduit l'inégalité entre les genres, offrant aux femmes rurales une autonomie financière. Cette évolution a contribué à la réduction des violences conjugales et a favorisé la stabilité familiale. »



Remise des certificats aux meilleurs bénéficiaires du programme GEWEP III.

Le gouverneur Barutwanayo ajoute que la contribution économique de la femme dans le ménage renforce son respect au sein de la famille.

## Les approches d'intervention du GEWEP III

Le programme GEWEP III a adopté plusieurs approches pour atteindre ses objectifs. Parmi elles, l'autonomisation économique des femmes et des filles à travers les groupes d'épargne et de crédit, l'entrepreneuriat, l'agriculture moderne, la promotion du leadership féminin, et la santé sexuelle et reproductive. Il a également lutté contre les normes sociales nuisibles à l'égalité des genres en impliquant les hommes et la société civile dans le renforcement de la résilience et l'amélioration de la gestion des ressources.

La première approche d'intervention est celle de la « Belle colline ». C'est une approche de transformation intégrée d'une colline, d'une situation de violence vers une situation de tolérance zéro aux violences afin que les femmes et les filles vivent dans la dignité.

La deuxième approche est « Nawe Nuze Plus ». L'approche VSLA/Nawe Nuze prône pour l'autonomisation économique bâtie sur un groupe d'épargne et de crédit interne. Cette approche est constituée de 15 à 30 membres qui décident elles-mêmes de se mettre ensemble pour épargner leur argent sous forme de parts et s'octroyer des crédits plus tard. Cela pour permettre à chaque membre d'exercer des activités génératrices de revenus ou de s'acheter des biens matériels. Il y a aussi l'approche « Leadership, participation et renforcement de la société civile ». Son but est de promouvoir la participation de la femme à la prise de décisions. Le programme GEWEP III met en œuvre des activités de renforcement des capacités des femmes dans le développement de leur leadership et ces dernières l'exercent dans leurs ménages, leurs communautés et au niveau national pour influencer les services et les ressources autour d'elles.

La quatrième approche a trait à l'Engagement des hommes Abatangamuco. L'approche Abatangamuco est au centre du programme pour engager les hommes à promouvoir les droits et un environnement sans violences basées sur le genre. Les Abatangamuco constituent un réseau national d'hommes qui ont commis des erreurs dans leur ancien comportement et qui se sont engagés à changer leur manière de vivre et ont décidé de prendre un pas pour éclairer beaucoup d'autres.

La cinquième approche concerne la Santé et Santé de la Reproduction (SSR). Le programme GEWEP III promeut la santé de la femme et de la fille, d'une part pour une résilience aux chocs et pour l'accès et le contrôle des services SSR d'autre part. Le programme sensibilise la communauté à s'affilier aux mutualités de santé afin de développer la résilience aux maladies éventuelles.

Pour clore l'événement, CARE Burundi a remis des certificats aux meilleurs bénéficiaires du programme GEWEP III, en leur offrant également un soutien matériel supplémentaire pour développer leurs activités.



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

